

CONTRAT DE [◆*PRODUIT*] EN TANT QUE SERVICE

CLAUSES FACULTATIVES

Ce document est complémentaire au contrat standard EaaS [produit] en tant que contrat de service pour la fourniture de services économes en énergie, tels que le refroidissement, le chauffage, l'éclairage,... par le fournisseur de services aux clients professionnels. Les clauses sont facultatives et peuvent être ajoutées à l'accord lorsque les parties l'exigent et que cela convient à la situation spécifique.



Ce modèle de contrat standard [produit] en tant que service est un délivrable du projet "Efficiency-as-a-service project" est d'accélérer l'adoption de technologies efficaces en énergie au sein de PME via la servicisation. Pour plus d'information sur le projet, veuillez visiter [EaaS - Efficiency as a Service \(eaas-initiative.org\)](http://EaaS - Efficiency as a Service (eaas-initiative.org))

Ce projet a reçu un financement du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne dans le cadre de l'accord de subvention No 892499.

1.	[OPTION] COOPÉRATION POUR LE FINANCEMENT	3
2.	[OPTION] OPTION D'ACHAT.....	3
3.	[OPTION] DÉFAUT DE RÉCUPÉRATION DE L'ÉQUIPEMENT DU PRESTATAIRE DE SERVICES.....	3
4.	[OPTION] STIPULATION EN CHAÎNE EN CAS DE TRANSFERT.....	4
5.	[OPTION] <i>DUE DILIGENCE</i> (VÉRIFICATION DILIGENTE).....	4
6.	[OPTION] AMÉLIORATION CONTINUE ET INNOVATION	4
7.	[OPTION] PERSONNEL DU PRESTATAIRE DE SERVICES.....	5
8.	[OPTION] FUSION DES DONNÉES.....	7
9.	[OPTION] <i>STEP-IN</i>	7
10.	[OPTION] GARANTIES.....	9
11.	[OPTION] PAS D'EXCLUSIVITÉ.....	10
12.	[OPTION, EN PLUS DE LA CLAUSE 2.2.1] DES TRAVAUX DE MISE EN SERVICE ÉTENDUS ET CRUCIAUX POUR L'ÉQUIPEMENT DU PRESTATAIRE DE SERVICES	10
13.	[OPTION, À INTÉGRER DANS LA CLAUSE 5.2] DROIT DE SUPERFICIE	10
14.	[OPTION] ASSISTANCE APRÈS RÉSILIATION.....	10
15.	[OPTION] CLAUSE D'IMPRÉVISION.....	11
16.	[OPTION] PROCÉDURES DE RÈGLEMENT DES LITIGES SUPPLÉMENTAIRES	11
	[OPTION] ANNEXE [◆]: RELATION ET GOUVERNANCE	13
1.	DEMANDES DE MODIFICATION	13
2.	ÉVALUATION DES DEMANDES DE MODIFICATION	13
3.	PROCESSUS	13

1. [OPTION] COOPÉRATION POUR LE FINANCEMENT

- 1.1 Le Client coopère de bonne foi avec le Prestataire de services en vue d'obtenir le financement nécessaire pour le Prestataire de services en ce qui concerne l'Équipement du prestataire de services, ainsi que de coopérer avec le Prestataire de services en vue de répondre à toute exigence de *know your customer* ("KYC").

2. [OPTION] OPTION D'ACHAT

- 2.1 A l'expiration de la Durée, le Client dispose d'une option d'achat sur l'Équipement du prestataire de Services, situé dans les Locaux du client.
- 2.2 L'option doit être levée au plus tard [◆] mois avant l'expiration de la Durée, au moyen d'une lettre recommandée.
- 2.3 En cas de levée de l'option, une vente sera établie, sous la condition suspensive du respect par le Client de l'ensemble de ses obligations, jusqu'à l'expiration prévue de la Durée.
- 2.4 Le prix de vente sera égal à la valeur marchande (juste valeur marchande), à ce moment-là, des droits réels avec un montant minimum à calculer comme suit: [◆]
- 2.5 Dans le cas où les Parties ne parviendraient pas à un accord sur la valeur marchande (juste valeur marchande) des droits réels sur l'Équipement du prestataire de services dans les Locaux du client, elles désigneront, par délibération mutuelle, un expert indépendant qui déterminera la valeur marchande, laquelle sera contraignante pour les Parties. Si les Parties ne parviennent pas à un accord sur la désignation d'un expert indépendant, elles désigneront chacune un expert indépendant et ces experts désigneront ensuite conjointement un troisième expert indépendant. Ce collège d'experts déterminera alors la valeur des droits réels, qui sera contraignante pour les Parties. Les honoraires du ou des experts seront supportés à parts égales par les Parties.
- 2.6 L'acte de vente sera passé dans le mois suivant la date de fin du présent Contrat. Le prix de vente sera payable à la signature de l'acte. Tous les frais, charges, impôts et taxes résultant de l'appel de l'option d'achat et de l'acte de vente ou relatifs à l'acte (notarié), à son enregistrement et à sa transcription, sont à la charge du Client.

3. [OPTION] DÉFAUT DE RÉCUPÉRATION DE L'ÉQUIPEMENT DU PRESTATAIRE DE SERVICES

- 3.1 Le Client est responsable de tous les coûts et dépenses de réparation ou de remplacement, dans la mesure où le Prestataire de services ne serait pas en mesure de récupérer l'Équipement du prestataire de services ou toute partie de celui-ci après la résiliation du Contrat (à l'exception de l'usure normale), en raison d'un manquement du Client, de son personnel, de ses Sous-traitants et/ou de ses agents à leurs obligations en vertu du présent Contrat.

4. [OPTION] STIPULATION EN CHAÎNE EN CAS DE TRANSFERT

- 4.1 En cas de cession de la propriété et/ou des autres droits sur les Locaux du client dans lesquels se trouvent l'Équipement du prestataire de services, le Client, ses cessionnaires et successeurs légaux, à quelque titre que ce soit, s'engagent à imposer au cessionnaire le respect du présent Contrat par le biais d'une stipulation en chaîne.
- 4.2 Dans le cas d'un tel transfert, le Client s'engage, dans chaque cas par lettre recommandée:
- (i). d'informer le Prestataire de services à l'avance et en temps utile du transfert envisagé;
 - (ii). de notifier au Prestataire de services que le transfert a eu lieu et ce dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la date à laquelle le transfert a eu lieu.

5. [OPTION] DUE DILIGENCE (VÉRIFICATION DILIGENTE)

- 5.1 Le Prestataire de services reconnaît que, avant la date d'entrée en vigueur du présent Contrat,
- 5.1.1 le Client a livré ou mis à la disposition du Prestataire de services toutes les informations et tous les documents que le Prestataire de services considère comme nécessaires ou pertinents pour l'exécution de ses obligations en vertu du présent Contrat;
 - 5.1.2 il a effectué ses propres enquêtes pour s'assurer de l'exactitude, de l'exhaustivité et de l'adéquation de toutes les informations, documents et données fournis par et/ou au nom du Client; et
 - 5.1.3 il s'est assuré, en soulevant toutes les questions pertinentes de diligence raisonnable avec le Client, de tous les détails pertinents relatifs aux Services.
- 5.2 Le Prestataire de services déclare qu'il a conclu le présent Contrat en se fondant uniquement sur sa propre diligence raisonnable et qu'il ne s'est pas fondé sur une déclaration, une garantie, une condition ou un terme, explicite ou implicite, statutaire ou autre (y compris en ce qui concerne l'état, la qualité, la performance ou l'aptitude à l'emploi), à l'exception de ceux qui sont expressément prévus dans le présent Contrat et de ceux qui ne peuvent être interdits par la Loi.

6. [OPTION] AMÉLIORATION CONTINUE ET INNOVATION

- 6.1 Le Prestataire de services a l'obligation permanente de développer ses activités, ses concepts de service, ses méthodes et ses processus et s'efforcera d'améliorer et de développer de manière proactive les Services et les Exigences de niveau de service fournis au Client, notamment en termes de développement technologique, et de maintenir leur compétitivité en termes de qualité et de prix sur le marché.
- 6.2 Le Prestataire de services informera le Client sur une base annuelle de toutes les améliorations, tendances et innovations dont il a connaissance en ce qui concerne les nouvelles technologies, les règles commerciales, les processus et la gestion, les améliorations opérationnelles et les coûts liés aux Services et qui peuvent soutenir la stratégie du Client, sa position concurrentielle et/ou financière ou le service aux clients du Client ou leur expérience en la matière.

- 6.3 Le Prestataire de services produira un plan annuel pour discussion avec le Client concernant l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des Services et des Redevances correspondantes (sans affecter négativement les Services ou les Exigences de niveau de service ou nuire à leur performance globale) ("**Plan d'amélioration**").
- 6.4 Le Plan d'amélioration doit couvrir (dans la mesure du possible et du raisonnable compte tenu des circonstances) au minimum:
- 6.4.1 les propositions de rafraîchissement de l'Équipement du prestataire de services et de la technologie du Prestataire de services tant que l'identification de l'émergence de technologies et de processus commerciaux nouveaux et évolutifs qui pourraient améliorer les Services; et
 - 6.4.2 les opportunités d'économies réalisables (à court et à long terme), accompagnées de plans raisonnables qui nécessitent simplement l'accord du Client pour être mis en œuvre, montrant comment ces opportunités seront ou peuvent être réalisées.
- 6.5 Les Parties discuteront du Plan d'amélioration, et une fois approuvé par le Client, le Plan d'amélioration sera mis en œuvre par le Prestataire de services. Si cette mise en œuvre constitue une Modification, les Parties traiteront cette modification dans le cadre de la procédure de Modifications telle qu'établie au sein de l'Annex [◆].

7. [OPTION] PERSONNEL DU PRESTATAIRE DE SERVICES

7.1 Qualité et profil

- 7.1.1 Le Prestataire de services doit utiliser du personnel approprié, convenablement qualifié, expérimenté et compétent dans la fourniture des Services et doit faire tous les efforts raisonnables pour assurer la continuité de ce personnel.
- 7.1.2 Le Prestataire de services fournit une formation et un entraînement appropriés à tout son personnel impliqué dans la fourniture des Services, afin de permettre la bonne exécution des Services par ce personnel et ce, dès le moment où celui-ci est affecté aux Services. Les frais de formation complémentaire du personnel du Prestataire de services sont entièrement à la charge du Prestataire de services.
- 7.1.3 Le Prestataire de services doit familiariser son personnel avec le fonctionnement du Client en utilisant les supports de formation fournis par le Client. Cette formation d'introduction doit être effectuée dans le premier mois de l'affectation aux Services.
- 7.1.4 Le Prestataire de services s'engage à respecter, et à faire en sorte que tous les membres de son personnel respectent les Politiques du client conformément à l'Annexe 4 (*Politiques du client*). Le Prestataire de services s'engage à faire des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer qu'aucun dommage à la réputation du Client ne survienne suite à un manquement du Prestataire de services ou de tout membre du personnel du Prestataire de services à se conformer aux Politiques du client. Le Prestataire de services s'assurera que son Personnel a lu, compris et agit en conformité avec, entre autres, les Politiques du client suivantes:

- 7.1.4.1 le code de conduite du Client;

- 7.1.4.2 les Politiques du client en matière de santé et de sécurité;
- 7.1.4.3 les Politiques du client concernant la discrimination et l'intimidation; et
- 7.1.4.4 toutes les autres Politiques du client qui doivent garantir que le Client se conforme à toutes ses obligations légales..

7.1.5 Le personnel du Prestataire de services doit se comporter à tout moment de manière professionnelle et dans un esprit d'entreprise.

7.1.6 Lorsqu'un membre du personnel du Prestataire de services qui, de l'avis raisonnable du Prestataire de services, ne s'acquitte pas de ses fonctions conformément aux (exigences de qualité aux termes du) présent Contrat ou représente une menace pour la confidentialité ou la sécurité ou enfreint les Politiques du client ou perturbe de toute autre manière l'activité ou la réputation du Client, le Prestataire de services en informera immédiatement le Client et retirera immédiatement cette personne de la fourniture des Services et ne permettra pas à cette personne d'être impliquée ultérieurement dans la fourniture des Services sans le consentement écrit préalable du Client.

7.1.7 Le Client peut exiger le retrait immédiat des Locaux du client et/ou de la prestation des Services, de tout membre du personnel du Prestataire de services qui, de l'avis raisonnable du Client, représente une menace pour la confidentialité ou la sécurité ou est en violation des Politiques du client ou perturbe de toute autre manière les affaires ou la réputation du Client. Sauf dans le cas où le Prestataire de services jugerait la demande du Client manifestement déraisonnable, le Prestataire de services retirera immédiatement cette personne de la fourniture des Services et ne permettra pas à cette personne d'être impliquée ultérieurement dans la fourniture des Services sans le consentement écrit préalable du Client.

7.2 Autorité et responsabilité

7.2.1 En aucun cas le Client n'exercera, ou ne sera réputé exercer, une autorité patronale partielle ou complète sur le personnel du Prestataire de services.

7.2.2 Le Prestataire de services garantit qu'aucun membre de son personnel ne pourra, en aucune circonstance et à aucun moment, être présenté ou considéré comme un membre du personnel du Client.

7.2.3 Sans préjudice de la clause 7.2.1 et/ou des autres droits et recours du Client qui lui sont accordés par le présent Contrat ou par la Loi, le Client a le droit d'exiger du Prestataire de services qu'il prenne toutes les mesures à l'encontre d'un membre de son personnel en cas de comportement inapproprié, ou de tout comportement qui viole (ou menace de violer) les dispositions du présent Contrat.

7.2.4 Le Prestataire de services est entièrement responsable de la gestion, des actes et des omissions de l'ensemble du personnel du Prestataire de services et de ses Sous-traitants dans le cadre de la fourniture des Services et est responsable envers le Client et les Affiliés du client, y compris leur personnel, employés, directeurs, agents, représentants, consultants, fournisseurs, contractants, successeurs et cessionnaires de toutes les pertes subies par le Client ou un Affilié du Client, y compris leur personnel, employés, directeurs, agents, représentants, consultants,

fournisseurs, contractants, successeurs et cessionnaires découlant de ou en relation avec de tels actes ou omissions.

7.3 Remplacement du Personnel

- 7.3.1 Si, pour une raison quelconque, un membre du personnel du Prestataire de services est retiré de la fourniture des Services par le Prestataire de services, ou n'est plus disponible pour fournir les Services, le Prestataire de services remplacera cette personne dès que raisonnablement possible. Les frais et dépenses de remplacement de cette personne sont à la charge du Prestataire de services. Le Prestataire de services s'assure que chaque remplaçant est pleinement compétent, informé et formé, aux frais du Prestataire de services, pour effectuer les tâches qui étaient confiées à la personne qu'il remplace. Le Prestataire de services supporte dans tous les cas les frais d'installation du remplaçant, quelle que soit la raison du remplacement.
- 7.3.2 Le remplacement ou le retrait du personnel du Prestataire de services ne doit pas entraîner de coûts supplémentaires pour le Client et ne doit pas avoir d'impact négatif sur la fourniture des Services.

8. [OPTION] FUSION DES DONNÉES

- 8.1 En dérogation à la clause [*clause sur les Données du client, spécifiant spécifiquement que les données ne peuvent pas être fusionnées*], le Prestataire de services est autorisé à fusionner et/ou combiner les Données du client avec ses propres données, mais uniquement à des fins purement internes. Cette possibilité de fusionner et/ou de combiner les Données du client avec ses propres données ne constitue pas une dérogation à toute autre obligation du Prestataire de services à l'égard des Données du client, telle que décrite à la clause [*toutes les autres clauses sur les Données du client*].

9. [OPTION] STEP-IN

9.1 Droit de *step-in*

- 9.1.1 Sans préjudice des autres droits et recours du Client en vertu du présent Contrat ou de la Loi, le Client peut, à sa seule discrétion, par notification écrite au Prestataire de services, désigner une équipe de gestion ou un Tiers pour gérer ou fournir les Services (ou une partie de ceux-ci) lorsque:
- 9.1.1.1 une violation par le Prestataire de services de l'une de ses obligations en vertu du Contrat a eu lieu et a créé une interruption ou une perturbation importante dans la fourniture des Services, ou entraîné une interruption ou une perturbation importante des Services et de la continuité du Client durant une période ininterrompue supérieure à [◆] jours et lorsque le Prestataire de services ne prend pas de mesures mesurables pour remédier à cette violation dans les [◆] Jours ouvrables suivant la notification écrite du Client invoquant la présente clause;

9.1.1.2 un Cas de force majeure se produit durant une période ininterrompue supérieure à [◆] jours qui empêche ou retarde de manière significative l'exécution des Services ou d'une partie des Services par le Prestataire de services; or

9.1.1.3 le Client a des motifs raisonnables de soupçonner que l'une des circonstances énumérées dans la clause 9.1.1.1 ou 9.1.1.2 st plus probable qu'improbable.

9.1.2 Dans l'exercice de ses droits de *step-in*, le Client peut prendre les mesures qu'il considère comme appropriées (soit lui-même, soit en engageant d'autres personnes pour prendre de telles mesures) afin de garantir la fourniture des Services ou de tout élément de ceux-ci aux normes requises par le présent Contrat (ou aussi proches que possible de ces normes que les circonstances le permettent), y compris par la nomination de toute personne pour soit prendre en charge la fourniture de tout ou partie des Services (y compris les Services fournis par tout Sous-traitant), soit travailler avec le Prestataire de services pour fournir tout ou partie des Services (y compris les Services fournis par tout Sous-traitant).

9.2 Coopération avec le Prestataire de services

9.2.1 Dans tous les cas où le Client désigne une personne pour travailler avec le Prestataire de services dans le cadre de la fourniture de tout ou partie des Services (y compris les Services fournis par un Sous-traitant), ou dans le cas où le Client décide de prendre lui-même les mesures nécessaires, le Prestataire de services coopérera pleinement et de bonne foi avec cette personne et/ou le Client, et tous les droits et licences accordés au Client en vertu du présent Contrat seront automatiquement étendus à ce Tiers.

9.2.2 Lorsque le Client considère qu'il est nécessaire ou opportun de le faire, les mesures que le Client peut prendre conformément à la présente clause 9 (*Step-in*) comprendront la suspension partielle ou totale de l'obligation du Prestataire de services de fournir tout ou partie des Services jusqu'à ce que le Prestataire de services ait démontré à la satisfaction du Client qu'il exécutera (et est capable d'exécuter) ses obligations en ce qui concerne les Services pertinents au niveau requis.

9.3 Conséquences financières

9.3.1 Le Client n'est pas tenu de payer les Redevances pertinentes pour les éléments des Services affectés par l'exercice de son droit de *step-in*.

9.3.2 e Prestataire de services remboursera toutes les pertes encourues par le Client ou les Affiliés du client en prenant les mesures, ou en engageant des Tiers pour prendre les mesures, en vertu de la présente clause 9 (*Step-in*). Le Client sera en droit de déduire ces montants des Redevances.

9.3.3 Tous les frais encourus par le Client pour transférer les services du Prestataire de services à un Tiers et pour permettre au Prestataire de services de reprendre ses activités lorsqu'il a désigné un Tiers dans les circonstances décrites ci-dessus seront supportés par le Prestataire de services.

9.4 *Step-out*

- 9.4.1 Avant de cesser d'exercer son droit de *step-in*, le Client doit informer le Prestataire de services de ce qui suit ("**Avis de *step-out***"):
- 9.4.1.1 l'action qu'il a entreprise dans l'exercice du droit de *step-in*; et
- 9.4.1.2 la date à laquelle, sous réserve que le Client soit satisfait du plan que le Prestataire de services est tenu d'élaborer en vertu de la clause 9.4.2 et de la capacité du Prestataire de services à le mettre en œuvre et de l'avancement de sa mise en œuvre, il prévoit de conclure cette action ("**Date de *step-out***").
- 9.4.2 Le Prestataire de services doit, suite à la réception d'un Avis de *step-out* et au moins dix (10) Jours ouvrables avant la Date de *step-out*, élaborer un plan pour restaurer les Services affectés aux normes requises par le présent Contrat à la Date de *step-out*, plan qu'il doit convenir par écrit avec le Client. Après avoir convenu de ce plan, le Prestataire de services le mettra en œuvre et consacrera des ressources suffisantes pour s'assurer que la fourniture des Services concernés est rétablie conformément aux Exigences de niveau de service à partir de la Date de *step-out* ou comme convenu autrement par écrit par les Parties.
- 9.4.3 Le Client remettra l'Avis de *step-out* au Prestataire de services au moins [◆] ([□]) Jours ouvrables avant la Date de sortie.

10. [OPTION] GARANTIES

- 10.1 Le [Prestataire de services/Client] doit s'assurer qu'il possède et maintient pendant toute la Durée des ressources financières suffisantes pour se conformer aux exigences du présent Contrat. Si le [Prestataire de services/Client] subit un changement dans sa situation financière qui peut avoir un effet négatif sur sa capacité à exécuter le présent Contrat, il doit immédiatement en informer le [Client/Prestataire de services].
- 10.2 Le [Prestataire de services/Client] doit fournir une [garantie de la société mère] / [garantie bancaire] qui garantira l'exécution par la société mère du [Prestataire de services/Client] des obligations du [Prestataire de services/Client] et le paiement à première demande de toutes les dettes encourues par le [Prestataire de services/Client] en vertu ou en relation avec le Contrat, jointe au présent Contrat en tant qu'Annexe [◆] ([*Garantie de la société mère*] / [*Garantie bancaire*]).
- 10.3 Pour chaque cas de retard dans l'exécution ou de non-exécution de tout ou partie du Contrat auquel il n'est pas remédié dans un délai de deux (2) semaines ou auquel il est impossible de remédier ou dans les circonstances énumérées à la clause [◆] [le Client/ le Prestataire de services] peut invoquer la [garantie de la société mère] / [garantie bancaire] et la [garantie de la société mère] / [garantie bancaire] sera automatiquement renouvelée. Le droit du [Client / Prestataire de services] d'invoquer la [garantie de la société mère] / [garantie bancaire] est sans préjudice de tout autre recours dont dispose le [Client / Prestataire de services] en vertu du présent Contrat et/ou de la Loi.

11. [OPTION] PAS D'EXCLUSIVITÉ

Le Prestataire de Services reconnaît qu'il n'est pas désigné comme fournisseur exclusif de l'un des Services faisant l'objet du présent Contrat et que le Client peut à tout moment exécuter une partie de ces Services lui-même ou les obtenir auprès d'un Tiers. Dans ce cas cependant, le Client ne peut pas utiliser l'Équipement du prestataire de services ou avoir un impact sur les performances de l'Équipement du prestataire de services ou porter préjudice à l'exécution simultanée des Services par le Prestataire de services, sauf accord exprès écrit contraire.

12. [OPTION, EN PLUS DE LA CLAUSE 2.2.1] DES TRAVAUX DE MISE EN SERVICE ÉTENDUS ET CRUCIAUX POUR L'ÉQUIPEMENT DU PRESTATAIRE DE SERVICES

Dans le cas où le Prestataire de services n'a pas pu installer et mettre en service l'Équipement du prestataire de services à la Date de fourniture, l'obligation de paiement pour le Client telle que stipulée à la clause 4.1 du Contrat ne sera appliquée qu'à partir du mois civil au cours duquel tombe la date à laquelle l'Équipement du prestataire de services est effectivement installé et mis en service ("**la Date de fourniture effective**").

En outre, pour chaque jour de retard dans l'installation et la mise en service de l'Équipement du prestataire de services, dans la mesure où il n'est pas imputable au Client, le Prestataire de services devra verser au Client une compensation de [...] EUR, afin de compenser les dommages raisonnablement estimés pour le Client du fait de la mise en service tardive de cet Équipement.

13. [OPTION, À INTÉGRER DANS LA CLAUSE 5.2] DROIT DE SUPERFICIE

Afin de mieux faire connaître le droit de propriété du Prestataire de services [ou du Tiers désigné auquel la propriété est cédée] sur l'Équipement du prestataire de services, le Client s'engage à conclure, dans un délai de [◆] semaines à compter de la Date d'Entrée en Vigueur, un contrat de superficie avec le Prestataire [ou le Tiers désigné] qui établira les droits de propriété de l'Équipement du Prestataire de services à installer chez le Client. Ce droit de superficie sera accordé pour la Durée du Contrat et sera accordé sans frais.

OU

Afin de mieux faire connaître le droit de propriété du Prestataire [ou du Tiers désigné auquel la propriété est cédée] sur l'Équipement du Prestataire, les Parties conviennent que le Contrat est conclu sous la condition suspensive de sa conclusion par le Client. , dans un délai de [◆] semaines à compter de la Date d'entrée en vigueur, un contrat de droit de superficie avec le Prestataire de services [ou le Tiers désigné] qui établira les droits de propriété de l'Équipement du prestataire de services à installer au sein des Locaux du client. Ce droit de superficie sera accordé pour la Durée du contrat et sera accordé gratuitement.

14. [OPTION] ASSISTANCE APRÈS RÉSILIATION

- 14.1 En cas de résiliation (pour quelque raison que ce soit) du présent contrat, le Prestataire de services coopérera avec le Client et les autres fournisseurs du Client et fournira des informations raisonnables (y compris toute documentation), des conseils et une assistance en rapport avec les Services à tous les autres fournisseurs afin de leur permettre de créer et de maintenir des interfaces techniques ou organisationnelles avec les Services et de permettre la

transition opportune des Services (ou de l'un d'entre eux) au Client et/ou à tout fournisseur de remplacement.

15. [OPTION] CLAUSE D'IMPRÉVISION

- 15.1 Sans préjudice des autres dispositions du présent Contrat, en cas de survenance, après la signature du présent Contrat, de tout événement politique, technique ou économique ou en cas de toute mesure prise par les autorités compétentes ou de toute modification des lois ou règlements relatifs à l'objet du présent Contrat, y compris, mais sans s'y limiter, [◆], lequel événement n'est pas imputable à l'une des Parties et ne pouvait être raisonnablement prévu par l'une des Parties au moment de la signature du présent Contrat, lequel événement a un impact substantiel sur l'équilibre des intérêts respectifs des Parties dans le cadre de ce Contrat, cet impact étant de telle nature qu'une Partie ne peut raisonnablement s'attendre à ce que l'autre Partie supporte toutes les conséquences de cet événement, les Parties négocieront de bonne foi, à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, toute modification éventuelle de ce Contrat afin de rétablir cet équilibre, se référant ainsi à l'équilibre de leurs intérêts respectifs obtenu par les termes et conditions initiaux de ce Contrat.
- 15.2 Sans préjudice de la clause **Error! Reference source not found.**, toute situation pour laquelle la clause 15.1 peut être invoquée, n'exempte aucune des Parties de ses obligations en vertu du présent Contrat.
- 15.3 Si aucun accord ne peut être trouvé dans un délai de trois (3) mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties a demandé une renégociation, [la (les) clause(s) sur le règlement des litiges] s'appliquera(ont).

16. [OPTION] PROCÉDURES DE RÈGLEMENT DES LITIGES SUPPLÉMENTAIRES

16.1 Médiation

Si un Litige n'a pas été résolu entre les Parties par la procédure prévue à la clause [◆], ledit Litige peut, à la demande de l'une des Parties, être soumis à la médiation. Toute référence à la médiation doit être faite conformément aux procédures du [◆ *centre de médiation*]. La médiation sera menée par un seul médiateur nommé par les Parties ou, si les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'identité du médiateur dans les quatorze (14) jours suivant la date de la demande de résolution du Litige par médiation, ou si la personne nommée ne peut ou ne veut pas agir, le médiateur sera nommé par le [◆ *centre de médiation*] à la demande de l'une des Parties. La médiation se déroulera en anglais dans [les bureaux du CEDR à Bruxelles ou [◆]]. La médiation est sans préjudice des droits des Parties dans toute procédure future.

16.2 Détermination experte

Si un Litige porte sur un aspect de la technologie sous-jacente aux Services et que le Litige n'a pas été résolu entre les Parties par la procédure prévue à la clause [◆], chaque Partie peut demander par écrit à l'autre Partie que le Litige soit soumis à un expert pour détermination. Si les deux Parties en conviennent, le Litige sera alors soumis à un expert pour décision. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre sur le renvoi d'un Litige à un expert, ce Litige ne sera pas renvoyé à un expert et pourra être résolu conformément à la clause [◆].

Lorsque les Parties soumettent un Litige à un expert, celui-ci est nommé par accord écrit entre les Parties. Si les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le choix de la personne à nommer en tant qu'expert dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant cette notification ou si la personne nommée ne peut ou ne veut pas agir, l'expert sera nommé par [◆].

- 16.3 L'expert désigné en vertu de la clause 16.2 ci-dessus agit sur la base suivante:
- l'expert doit agir en tant qu'expert et non en tant qu'arbitre et doit agir de manière équitable et impartiale;
 - la décision de l'expert sera (en l'absence d'un manquement important de l'expert) définitive et contraignante pour les Parties;
 - l'expert décidera de la procédure à suivre pour la détermination et sera prié de faire sa détermination par écrit dans les trente (30) jours suivant sa nomination ou dès que raisonnablement possible par la suite, et les Parties aideront et fourniront la détermination que l'expert exigera aux fins de la détermination ;
 - tout montant payable par une Partie à une autre suite aux déterminations de l'expert sera dû et payable dans les trente (30) jours suivant la notification de la détermination de l'expert par les Parties ;
 - le processus se déroule en privé et est confidentiel ; et
 - l'expert détermine comment et par qui les frais de la détermination, y compris les honoraires et les dépenses de l'expert, seront payés.

[OPTION] ANNEXE [◆]: RELATION ET GOUVERNANCE

1. Demandes de modification

1.1 Dans le cas où l'une ou l'autre des Parties détermine qu'une Modification est nécessaire, la procédure suivante sera exécutée:

1.1.1 La Partie qui détermine qu'une Modification est nécessaire doit initier une demande de Modification auprès de l'autre Partie ;

1.1.2 Chaque Partie doit évaluer la demande de Modification comme indiqué ci-dessous:

Dans un délai de vingt (20) Jours ouvrables ou à un autre moment convenu mutuellement, les Parties se réuniront pour déterminer la suite à donner à la demande de Modification;

Dans le cas où seul le Client estime que la demande de Modification doit être mise en œuvre, les Parties entameront néanmoins une discussion ou une négociation de bonne foi au cours de cette période de vingt (20) Jours ouvrables, afin qu'une position finale convenue puisse être établie, y compris tout ajustement financier qui pourrait être nécessaire.

2. Évaluation des demandes de Modification

2.1 Les demandes de Modification doivent faire l'objet d'une évaluation par les deux Parties, et les résultats des deux évaluations doivent être documentés de manière à inclure les éléments ci-dessous. Le contenu de l'évaluation doit contenir au minimum:

- 1) date de l'évaluation;
- 2) analyse d'impact/de risque;
- 3) impact financier;
- 4) examen juridique;
- 5) recommandation comprenant les activités de Modification et le plan de mise en œuvre, y compris le délai dans lequel la Modification peut être mise en œuvre;
- 6) exigences en matière de documentation;
- 7) équipe de révision et niveau d'approbation suggérés.

2.2 Les deux Parties doivent contribuer à l'évaluation, le cas échéant, et la conclusion de l'évaluation doit être enregistrée avec la demande de Modification initiale.

3. Processus

3.1 Après qu'une demande de Modification ait été initiée et qu'une évaluation initiale ait été entreprise, la demande de Modification sera soumise à une série d'examins, en remontant la chaîne d'autorité, si nécessaire.

3.2 Les activités du Prestataire de services dans l'évaluation et la réponse aux demandes de Modification soumises par le Client et aux demandes de Modification soumises par le Prestataire de services seront entreprises aux frais du Prestataire de services.

3.3 Le Prestataire de services n'a le droit de refuser de mettre en œuvre une Modification que dans les cas suivants:

- 1) il est techniquement impossible à mettre en œuvre par le Prestataire de Services; ou
 - 2) il requiert que les Services soient exécutés (ou que le Prestataire de services agisse d'une autre manière) d'une manière qui enfreint toute Loi applicable.
- 3.4 Le Client n'est pas tenu de payer des Redevances pour des Services exécutés en vertu d'une demande de modification qui n'a pas été approuvée par écrit par le Client. Si le Prestataire procède à l'exécution des Services ou à l'acquisition et/ou à la fourniture de matériel avant l'acceptation par le Client de la demande de Modification (qui devra alors être traduite en un amendement au Contrat), cette exécution se fera aux risques et aux frais du Prestataire de services. Pour éviter toute ambiguïté, le Prestataire de services n'est pas censé commencer la mise en œuvre d'une Modification avant l'acceptation de la demande de Modification par le Client.
- 3.5 Lors de chaque révision, l'une ou l'autre des Parties peut demander que la demande de Modification soit soumise à nouveau pour une évaluation complémentaire, si des informations supplémentaires sont nécessaires avant qu'une décision puisse être prise. L'équipe de révision peut demander que la demande de Modification lui soit à nouveau soumise pour une évaluation supplémentaire, ou qu'elle soit renvoyée à une équipe de révision de niveau inférieur, selon ce qui est jugé approprié.